

DECLARATION DE VOS DROITS

Aujourd'hui, vous avez été privé de votre liberté par la police sur la base d'un mandat d'arrêt européen délivré à votre charge ou d'un signalement qui a la même valeur.

La police vous a mis en possession de ce document. Le but de ce document est de vous informer de vos droits et de vous faire certaines communications.

1. DROIT A L'INFORMATION

Vous avez le droit d'être informé de l'existence et du contenu du mandat d'arrêt européen ou du signalement. Cette notification peut aussi se faire en vous mettant en possession d'une copie du mandat d'arrêt européen ou du signalement.

Si le mandat d'arrêt européen est délivré en vue de l'exécution d'une peine ou mesure privative de liberté qui vous a été imposée par une décision étrangère qui ne vous a pas été signifiée à personne et si vous n'avez pas encore été officiellement informé de la procédure pénale existant à votre encontre, vous pouvez, lorsque vous êtes informé du contenu du mandat d'arrêt européen, demander à recevoir une copie du jugement étranger avant que la décision définitive de remise ne soit exécutée. Votre demande ne peut retarder ni la procédure de remise ni la décision d'exécution du mandat d'arrêt européen. La remise qui vous est faite de la décision étrangère se fait simplement à titre d'information, ne doit pas être considérée comme une signification officielle de la décision étrangère et ne fait courir aucun délai pour l'utilisation d'une voie de recours, telle que l'opposition ou l'appel.

2. DROIT AU SILENCE

Vous n'êtes jamais obligé de vous accuser vous-même.

Après avoir donné votre identité, vous pouvez choisir de faire une déclaration, de répondre aux questions posées ou de vous taire.

3. DROIT A L'ASSISTANCE D'UN INTERPRETE

Si vous ne comprenez pas la langue de la procédure, vous avez le droit d'être assisté gratuitement d'un interprète. Vous ne pouvez pas choisir l'interprète.

4. DROIT A UNE CONCERTATION CONFIDENTIELLE AVEC UN AVOCAT ET ASSISTANCE D'UN AVOCAT PENDANT L'AUDITION

A. Avocat

- Vous pouvez faire contacter un avocat de votre choix.
- Si vous n'avez pas d'avocat ou si celui-ci est empêché, vous pouvez demander que l'on contacte un avocat de la permanence.
- Si vous remplissez certaines conditions légales, cette assistance juridique est totalement ou partiellement gratuite. Vous pouvez demander le formulaire reprenant ces conditions.

B. Concertation confidentielle préalable

- Vous avez droit, avant l'audition et dans les deux heures suivant le contact avec l'avocat ou la permanence, à une concertation confidentielle avec votre avocat pendant trente minutes maximum.
- Cette concertation peut se faire par téléphone ou au bureau de police ou au palais de justice.
- Si la concertation planifiée avec votre avocat n'a pas eu lieu dans les deux heures, une concertation confidentielle par téléphone a néanmoins encore lieu avec la permanence. L'audition pourra commencer après.
- Si votre avocat arrive pendant l'audition, il peut assister à la suite de son déroulement.

C. Assistance pendant l'audition

- Vous avez droit à l'assistance de votre avocat pendant les auditions effectuées dans les vingt-quatre heures qui suivent votre arrestation.
- Votre avocat veille :
 - o au respect de votre droit au silence et de votre droit de ne pas vous accuser vous-même ;
 - o à la manière dont vous êtes traité pendant l'audition ou à l'absence de contraintes ou de pressions illicites exercées à votre égard ;
 - o à la notification de vos droits et à la régularité de l'audition.

Si votre avocat a des remarques à ce sujet, il peut les faire mentionner immédiatement dans le procès-verbal.

- Vous ou votre avocat avez le droit d'interrompre une seule fois l'audition pour une concertation confidentielle supplémentaire. De même, si de nouveaux faits apparaissent pendant l'audition, vous pouvez mener une concertation confidentielle supplémentaire avec votre avocat. Celle-ci peut durer quinze minutes maximum.

D. Renonciation

Vous n'êtes pas obligé de demander une concertation ou l'assistance d'un avocat.

Vous pouvez y renoncer de manière volontaire et réfléchie :

- si vous êtes majeur ;
- après avoir eu un contact téléphonique confidentiel avec la permanence ;
- après avoir signé et daté un document à cet effet.

E. Dérogation

En cas de circonstances exceptionnelles ou de motifs impérieux, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut décider de ne pas accorder votre droit à la concertation confidentielle préalable ou à l'assistance d'un avocat pendant l'audition. Il doit motiver cette décision.

5. DROIT D'INFORMER QUELQU'UN QUE VOUS ETES AU BUREAU DE POLICE

Vous avez le droit de faire prévenir une personne de confiance de votre arrestation.

Le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut toutefois reporter ce moment pendant la durée nécessaire pour préserver les intérêts de la procédure d'exécution du mandat d'arrêt européen.

6. AIDE MEDICALE

Si nécessaire, vous avez droit à une aide médicale gratuite.

Vous pouvez également demander qu'un médecin de votre choix vous examine. Cet examen s'effectue à vos propres frais.

7. LA MISE A LA DISPOSITION DU JUGE D'INSTRUCTION

Vous serez mis à la disposition d'un juge d'instruction dans les vingt-quatre heures de votre privation de liberté effective.

8. LE CONSENTEMENT A LA REMISE

Vous avez la possibilité de consentir à être remis à l'autorité judiciaire d'émission. Le consentement peut être limité aux faits pour lesquels la remise est sollicitée et qui sont mentionnés au mandat d'arrêt européen. Le consentement peut aussi être entier, ce qui implique que vous renoncez au bénéfice de la règle de la spécialité. Dans pareil cas, vous pouvez être remis ou être poursuivi par les autorités étrangères ou être écroué en exécution de peine pour des faits autres que ceux pour lesquels le mandat d'arrêt européen a été délivré. Le consentement donné est définitif et ne peut être révoqué.

Si vous souhaitez consentir à votre remise, vous serez, après avoir été entendu par le juge d'instruction, entendu séparément à ce sujet par le procureur du Roi, qui vous donnera toutes les explications au sujet des conséquences de votre consentement. Lors de cette audition, vous pouvez, le cas échéant, être assisté de votre avocat. Le consentement n'est valable que s'il est donné à l'égard du procureur du Roi, qui actera votre consentement dans un procès-verbal dressé par lui.